



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2025338-0001

Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société SAIPOL pour ses installations
situées sur le territoire de la commune de LE MERIOT

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le courrier préfectoral du 24 novembre 2023 transmis à la suite de la visite d'inspection du 5 juillet 2023 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 25 février 2025 établi à la suite de l'inspection du 3 février 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 17 juillet 2025 établi à la suite de l'inspection du 8 juillet 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 18 septembre 2025 établi à la suite du contrôle documentaire du 11 septembre 2025 ;

VU le courrier recommandé de l'inspection des installations classées du 18 septembre 2025 avec accusé de réception du 22 septembre 2025, transmettant le rapport susvisé, auquel est annexé le projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que, à la suite de la visite d'inspection du 5 juillet 2023, le courrier préfectoral du 24 novembre 2023 susmentionné mettait en exergue le besoin de compléter l'étude de dangers du site sous 6 mois, soit une échéance au 24 mai 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'il a été démontré que la version de l'étude de dangers, déposée en mai 2024, ne répond pas aux exigences réglementaires ;

CONSIDÉRANT que le rapport du 25 février 2025 liste les compléments attendus et fixe la transmission de ces éléments avant le 25 août 2025 ;

CONSIDÉRANT que le rapport du 17 juillet 2025 précisait les manques de l'étude de dangers relatifs au procédé d'estérification de la zone 50 et confortait ainsi des lacunes plus globales, préalablement identifiées en février 2025 ;

CONSIDÉRANT que, au regard du temps déjà écoulé depuis la mise en exergue du besoin de compléments à l'étude de dangers en 2023 et des potentiels effets sortants qui pourraient être mis en lumière, l'inspection des installations classées estime que le délai d'un an proposé par l'exploitant est trop important ;

CONSIDÉRANT que l'objectif reste d'obtenir une étude de dangers complète, garantissant une cohérence globale de l'analyse des risques et des mesures de maîtrise associées ;

CONSIDÉRANT que, face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions du point I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement pour encadrer les délais de réponse de la société SAIPOL, en mettant en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société SAIPOL, dont le siège social est situé 11-13 rue de Monceau 75008 PARIS, est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de LE MERIOT, lieu-dit « Les Essarts », de compléter son étude de dangers, notamment au regard des dispositions suivantes :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
1.1	Prise en compte du parking extérieur	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe III - Point I-1c)	3 mois
1.2	Description des principales activités et productions	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe III - Point 2a)	3 mois
1.3	Description des procédés et des modes opératoires	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe III - point 2b)	3 mois
1.4	Description des substances dangereuses	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe III - point 2c)	3 mois

1.5	Causes opérationnelles	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe III - point 3a) i)	3 mois
1.6	Evaluation de l'étendue et de la gravité	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe III - point 3b)	3 mois
1.7	Retour d'expérience	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe III - point 3c)	3 mois
1.8	Paramètres techniques et équipements installés pour la sécurité	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe III - point 3d)	3 mois
1.9	Mesures de limitation	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe III - point 4a)	3 mois
1.10	Organisation de l'alerte et de l'intervention	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe III - point 4b)	3 mois
1.11	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe III - point 6	3 mois
1.12	Réduction des risques	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe II - point 1	3 mois
1.13	Analyse de risques et contenu de l'étude de dangers	Arrêté ministériel du 26/05/2014 article 7 points 2 et 3	3 mois
1.14	Couple probabilité-gravité	Arrêté ministériel du 26/05/2014 article 7 point 4	3 mois
1.15	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 03/10/2010 article 43-1	3 mois
1.16	Ressources et réserves en eau et en émulseur	Arrêté ministériel du 03/10/2010 article 43-3-1 et 43-3-7	3 mois
1.17	Adéquation de l'étude de dangers aux enjeux du site (intégration de l'ensemble des phénomènes dangereux, justification des hypothèses de calcul, réévaluation de la gravité, et le cas échéant, intégration des canalisations de transport)	Code de l'environnement, article D. 181-15-2	3 mois
1.18	Évènements initiateurs liés à la ruine métallurgique des équipements sous pression	Code de l'environnement, article D. 181-15-2	6 mois

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société SAIPOL.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes et à la sous-préfecture de Nogent-sur-Seine.

Troyes, le **04 DEC. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Franck DORGE

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.